



Arrêt

**n° 177 543 du 10 novembre 2016
dans l'affaire X / III**

En cause : X

Ayant élu domicile : au X

contre:

**l'Etat belge, représenté par la Ministre de la Justice, chargé de l'Asile et la Migration,
de l'Intégration sociale et de la Lutte contre la Pauvreté et désormais par le Secrétaire
d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA IIIème CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 27 octobre 2014, par X, qui déclare être de nationalité chinoise, tendant à la suspension et à l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et l'ordre de quitter le territoire, pris le 19 septembre 2014.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 29 octobre 2014 avec la référence X

Vu l'ordonnance d'attribution de chambre du 17 novembre 2014.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 27 juin 2016 convoquant les parties à l'audience du 20 juillet 2016.

Entendu, en son rapport, J.-C. WERENNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me S. BORGNIET loco Me L. MA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et M. L. MALO attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

Selon ses déclarations, le requérant serait arrivé en Belgique en 1999. Par courrier du 6 mars 2014, réceptionné par la commune de Niel le 6 mars 2014, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour, en vertu de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, qui a donné lieu à une décision d'irrecevabilité, laquelle constitue le premier acte attaqué, et est motivée comme suit :

« La demande n'était pas accompagnée d'un document d'identité requis, à savoir (une copie du) le passeport international, ou un titre de séjour équivalent, ou (une copie de) la carte

d'identité nationale, ni d'une motivation valable qui autorise la dispense de cette condition sur base de l'article 9bis, §1 de la loi du 15.12.1980, tel qu'inséré par l'art. 4 de la loi du 15.09.2006.

Aussi, la circulaire du 21 juin 2007 stipule d'ailleurs explicitement que "lorsque les documents d'identité ne sont pas joints à la demande ou que les raisons de leur défaut ne sont pas communiquées, l'Office des Etrangers déclare la demande irrecevable".

Le conseil de l'intéressé argue que l'Ambassade de Chine en Belgique refuse de délivrer un nouveau passeport à l'intéressé. Est joint un courrier qui a été envoyé à l'Ambassade de Chine. Néanmoins, aucun courrier émanant de l'Ambassade de Chine n'est joint au dossier, prouvant le refus de donner ce passeport à l'intéressé. En effet, en l'absence d'un document officiel, émanant de ladite Ambassade, tendant à corroborer les éléments repris dans le courrier précité, aucun crédit ne sera accordé à celui-ci.

L'intéressé produit alors un document intitulé par le conseil de l'intéressé « acte de naissance » fait à Changle Stad, le 23.07.2013, et un autre intitulé par le conseil de l'intéressé « acte notarié de nationalité » fait à Changle Stad, le 23.07.2013.

Toutefois ces documents ne sont pas un de ceux repris dans la circulaire du 21/06/2007 (sur ce point, la circulaire renvoie également à l'exposé des motifs commentant l'article 4 de la loi du 15/09/2006 modifiant la loi du 15/12/1980 sur l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ainsi qu'à l'article 7 de l'Arrêté royal du 17/05/2007 fixant des modalités d'exécution de la loi du 15/09/2006 modifiant la loi du 15/12/1980) ni, du reste, de nature à dispenser l'intéressé de se procurer en Belgique le document d'identité requis, comme prévu à l'article 9bis §1 »

En effet, Il relève de l'évidence qu'un acte de naissance n'établit, comme son intitulé l'indique clairement, que le fait de la naissance, et que si une telle pièce peut dans certains cas contribuer à établir l'identité d'une personne, elle ne saurait on aucun cas se substituer purement et simplement à un document d'identité. »(CCE, arrêt 53.005 du 14.12.2010)

Quant à l'acte notarié de nationalité, bien que ce document comporte un certain nombre d'informations concernant le requérant, ce document n'est pas destiné à prouver l'identité, mais à attester que le dénommé [C. J.] est de nationalité chinoise, ce qui n'est pas suffisant pour établir l'identité de ce dernier, aux motifs qu'il « n'est en rien assimilable aux documents repris dans la circulaire du 21/06/2007 (...) ni, du reste, de nature à dispenser l'intéressé de se procurer en Belgique le document d'identité requis »(CCE, arrêt 52.842 du 10.12.2010)

De fait, on ne peut que se demander sur quelle base le notaire qui a légalisé les actes a pu établir ces documents. Si l'identité mentionnée sur lesdits documents a été établie sur production d'un quelconque document d'identité, il est à tout à fait légitime de la part de nos services de se demander pour quelle raison l'intéressé n'a pas annexé une copie dudit document d'identité à la présente demande.

L'intéressé a joint en date du 20.08.2014 un document reprenant un contrat de vie commune entre l'intéressé et sa compagne. D'après ce document, l'identité de l'intéressé a été attestée par deux témoins instrumentaires. Notons toutefois que ces témoignages, retranscrits sur le document, sont nécessaires à la validité de cet acte authentique mais non à assurer l'identité du requérant. De plus, l'identification par témoins ne saurait on aucun cas se substituer purement et simplement à un document d'identité.

Il s'ensuit que la production des documents susmentionnés ne dispensent pas l'intéressé de l'obligation documentaire imposée par la Loi.

Par conséquent, force est de constater que l'intéressé ne satisfait pas à l'obligation documentaire légale inhérente à la présente demande.»

Elle est accompagnée d'un ordre de quitter le territoire, lequel constitue le deuxième acte attaqué, et est motivé comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

(...)

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article (des articles) suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

(...)

- En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 :
N'est en possession ni de son passeport ni de son visa

○ (...)»

Le 31 mars 2014, le requérant conclut un contrat de vie commune avec Madame [C. L.], enregistré par Me [P.-P. G.]

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique tiré de la « violation de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, notamment de ses articles 2 et 3 », de la violation de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, et invoque une erreur manifeste d'appréciation.

Dans ce qui appert comme une première branche, la partie requérante estime que la partie défenderesse n'a pas tenu compte des informations communiquées dans la demande d'autorisation de séjour. Elle rappelle à cet égard avoir indiqué être arrivé sur le territoire belge par le biais d'une filière et que par la suite, l'Ambassade de Chine en Belgique a refusé de lui délivrer un passeport chaque fois qu'elle l'a demandé. La partie requérante explique également s'être rendue plusieurs fois au Consulat de son pays d'origine, et que les courriers adressés à ce dernier sont restés sans réponse.

Dans ce qui appert comme une deuxième branche, la partie requérante rappelle les dispositions de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, selon lesquelles, « *la condition que l'étranger dispose d'un document d'identité n'est pas d'application ... à l'étranger qui démontre valablement son impossibilité de se procurer en Belgique le document d'identité requis ...* ». Elle indique que « *la production d'un document d'identité a en effet pour objectif de pouvoir déterminer l'identité du requérant* », et énumère à ce propos les éléments contenus habituellement dans un passeport. Elle étaye son propos en reproduisant un extrait de l'arrêt n°17987 du 29 octobre 2008. Elle poursuit en indiquant avoir produit une pièce indiquant « carte d'identité – enregistrement au service population » ainsi qu'un autre acte notarié légalisé par le ministère des affaires étrangères chinoises et le consulat de Belgique à Guangzhou, pièces reprenant les données d'une carte d'identité.

Enfin, *dans ce qui appert comme une troisième branche*, la partie requérante explique également que la décision querellée viole l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme [CEDH], en empêchant « *le respect de la cellule familiale* ».

3. Discussion.

3.1. Sur l'ensemble du moyen, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, une demande d'autorisation de séjour introduite sur le territoire belge doit répondre à deux conditions de recevabilité qui sont, d'une part, la possession d'un document d'identité par le demandeur et, d'autre part, l'existence de circonstances exceptionnelles justifiant l'introduction de la demande sur le territoire belge.

S'agissant de la première de ces conditions, il importe de relever que les travaux préparatoires de la loi du 15 septembre 2006, ayant introduit l'article 9bis dans la loi, indiquent ce qu'il y a lieu d'entendre par « document d'identité », en soulignant qu'« *un document d'identité, c'est-à-dire un passeport ou un titre de voyage équivalent, est indispensable, la demande d'autorisation de séjour ne pouvant être que déclarée irrecevable si l'identité d'une personne est incertaine* » et ajoutant, par ailleurs, qu'il convient d'éviter que les titres de séjour servent à régulariser l'imprécision (voulue) relative à l'identité. (Doc. Parl., Chambre, sess. ord. 2005- 2006, n°2478/001, Exposé des motifs, p.33), tandis que, pour sa part, la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 21 juin 2007 relative aux modifications intervenues dans la réglementation en matière de séjour des étrangers suite à l'entrée en vigueur de la loi du 15 septembre 2006 fait écho à l'exposé des motifs susmentionné et indique que les documents d'identité requis acceptés sont « *une copie d'un passeport international, d'un titre de séjour équivalent, ou de la carte d'identité nationale* ».

Il convient également de rappeler que l'article 9bis précité prévoit deux exceptions à l'exigence de la production d'un document d'identité et dispose ainsi que cette exigence n'est pas d'application, d'une part, au demandeur d'asile dont la demande d'asile n'a pas fait l'objet d'une décision définitive ou qui a introduit un recours en cassation administrative déclaré admissible conformément à l'article 20 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et ce jusqu'au moment où un arrêt de rejet du

recours admis est prononcé, et, d'autre part, à l'étranger qui démontre valablement son impossibilité de se procurer en Belgique le document d'identité requis.

3.2. Le Conseil rappelle en outre que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Quant à ce contrôle, le Conseil rappelle également que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (cfr. dans le même sens, RvSt., n°101.624, 7 décembre 2001 et C.E., n°147.344, 6 juillet 2005).

3.3. En l'espèce, le Conseil relève que, concernant le document d'identité requis pour l'introduction de sa demande d'autorisation de séjour, le requérant a fait valoir dans sa demande, qu'il « n'a pas de passeport et, à ce jour, l'Ambassade de Chine à Bruxelles a toujours refusé d'émettre un nouveau passeport et ce malgré plusieurs courriers de notre part ». Le Conseil constate que, ce faisant, le requérant se prévaut de l'exception à l'exigence de la production d'un document d'identité, prévue par l'article 9bis de loi du 15 décembre 1980 précitée, selon laquelle cette exigence ne s'applique pas à « l'étranger qui démontre valablement son impossibilité de se procurer en Belgique le document d'identité requis ». La partie défenderesse a estimé en substance, quant à ce, que « la demande [du requérant] n'était pas accompagnée d'un document d'identité requis [...]), ni d'une motivation valable qui autorise la dispense de cette condition ».

3.3.1 A la lecture du dossier administratif, le Conseil observe que la partie requérante avait pourtant clairement invoqué, dans sa demande d'autorisation de séjour, qu'elle « *n'a pas de passeport et, à ce jour, l'Ambassade de Chine à Bruxelles a toujours refusé d'émettre un nouveau passeport et ce malgré plusieurs courriers de [sa] part* ». A cet égard, il ressort du dossier administratif, que plusieurs courriers dont un rédigé en français et faxé en date du 2 avril 2014, ont été adressés à l'ambassade de Chine en Belgique. La partie défenderesse, qui ne conteste pas cet envoi, fait valoir le fait qu'« *aucun courrier émanant de l'Ambassade de Chine n'est joint au dossier, prouvant le refus de donner ce passeport à l'intéressé.* »

3.3.2 En l'occurrence, le Conseil estime que les motifs de l'acte attaqué ne permettent pas à la partie requérante de comprendre pour quelles raisons la partie défenderesse a estimé que ces différents éléments et documents produits à l'appui de sa demande, relevés *supra*, ne permettent pas d'établir à suffisance l'impossibilité dans laquelle se trouve la partie requérante de fournir les documents requis.

Le Conseil observe que la première décision querellée se borne en substance à affirmer qu'« *en l'absence d'un document officiel, émanant de ladite Ambassade, tendant à corroborer les éléments repris dans le courrier précité, aucun crédit ne sera accordé à celui-ci* ».

Dès lors, le Conseil estime qu'il ne ressort nullement de cette motivation que la partie défenderesse ait pris en considération la situation particulière **en** l'espèce. Le Conseil observe que, dès lors que la partie requérante a effectué des démarches afin d'obtenir une preuve écrite de la part de son ambassade relative à son refus de lui délivrer un passeport, la partie défenderesse ne peut exiger de la partie requérante un élément dont l'absence n'est pas de son ressort. En l'espèce, en exigeant de la part de la partie requérante une réponse de son ambassade, la partie défenderesse omet de prendre en considération le fait que la dite ambassade refuse de lui répondre et partant, un élément du dossier administratif.

3.6. Il résulte de ce qui précède, qu'au vu des éléments particuliers invoqués en l'espèce et rappelés ci-avant, la partie défenderesse n'a pas suffisamment motivé sa décision et n'a dès lors pas satisfait à l'obligation de motivation lui incombant.

3.7. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse expose en substance qu' *«il ressort de la décision attaquée que la partie adverse a pris en considération toutes les pièces produites par la partie requérante et a expliqué pourquoi elle ne pouvait les prendre en considération dans le cadre de sa demande d'autorisation, à titre de recevabilité documentaire.»*. Le Conseil estime que cette argumentation ne permet nullement de renverser les constats supra, dès lors qu'il s'agit d'examiner si la partie requérante a suffisamment démontré son impossibilité de fournir les documents requis, étant entendu qu'elle a déposé les preuves de ses envois de courriers à son ambassade lui demandant de confirmer par écrit son refus de lui délivrer un passeport, pour bénéficier de l'exception prévue expressément par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Au vu des arguments et des documents invoqués dans la demande et dont la partie défenderesse avait donc connaissance en temps utile, le Conseil constate, comme développé *supra*, que la partie défenderesse n'a pas suffisamment et adéquatement expliqué en quoi la partie requérante ne démontrait pas son impossibilité de fournir les documents requis à l'appui de sa demande.

4. Débats succincts.

Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers. Le recours en annulation étant accueilli par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}.

La décision prise le 19 avril 2014, ainsi que l'ordre de quitter le territoire, qui en est son corollaire sont annulés.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix novembre deux mille seize par :

M. J.-C. WERENNE,

président f.f., juge au contentieux des étrangers

M. A.D. NYEMECK,

greffier.

Le greffier,

Le président,

A.D. NYEMECK

J.-C. WERENNE